

Suppression du financement de l'État au Grand Paris Express : les transports publics ne doivent pas être sacrifiés !

Communiqué du groupe Front de gauche (PCF/GU/AC) au Conseil régional d'Ile-de-France, le 2 octobre 2012 : <http://www.frontdegauche-pcfiguac-idf.org/?p=2269>

Nous apprenons la décision du gouvernement de ne pas inscrire dans la loi de programmation des finances publiques 2012-2017 la première tranche de la dotation de la Société du Grand Paris, qui devait s'élever à un milliard d'euros.

Cette décision est pour nous inacceptable. Elle menace la réalisation du Grand Paris Express, le métro en rocade qui a pourtant fait l'objet d'un accord entre l'État, la Région et les Conseils généraux, mais aussi du Plan de mobilisation pour les transports dont le financement par l'État avait fait l'objet d'une longue bataille.

En réduisant les recettes de la SGP à ses seules ressources fiscales, c'est le lancement des études pour la réalisation des deux arcs à l'Est, et notamment de celui desservant Clichy-Montfermeil, Sevran ou La Courneuve qui serait compromis.

Cela met aussi à mal la proposition portée par la Région d'une mutualisation des moyens de la SGP et du STIF, qui aurait permis d'accélérer la mise en œuvre du Plan de mobilisation, qui prévoit des prolongements de lignes, la création de tramways et la rénovation des RER notamment.

Nous ne pouvons accepter de voir ces projets de transports indispensables à notre région et à ses habitant-e-s reportés aux calendes grecques, voire abandonnés. Ce choix irait contre les besoins des usager-e-s et serait à rebours des engagements de la France pour répondre au défi climatique.

Au-delà, la multiplication des annonces d'abandon ou de report de grands investissements — Grand Paris Express, lignes à grande vitesse, Canal Seine-Nord-Europe... — est extrêmement inquiétante. **En sabrant ainsi l'investissement public au nom de la rigueur, on prend le risque d'aggraver la situation de l'emploi, d'enfoncer le pays dans une récession durable, et de creuser au contraire davantage les déficits publics.**

Nous demandons que, conformément aux engagements pris, tout soit mis en œuvre pour donner aux Francilien-ne-s un réseau de transports moderne.